

nationaliste seulement dans la mesure où je supporte les politiques qui, selon moi, serviront à long terme les intérêts nationaux du Canada.

Je reconnais certes que la façon dont la Troisième Option a été présentée dans les médias d'information a donné l'impression que je préconisais une approche hautement nationaliste dans le sens le plus restreint du terme. Toutefois, après en avoir pris connaissance, ni les Américains ni les gouvernements provinciaux ni le monde des affaires canadien n'ont été alarmés par cet article qui a eu cependant l'heur de désappointer les tenants du "nationalisme économique" dans ce pays.

Ce que j'ai proposé il y a quelque douze ans était une série de politiques modérées et conçues avec soin ayant pour but d'endiguer la marée continentaliste dominante, de reconnaître l'interdépendance croissante de toutes les nations, et particulièrement celle du Canada et des États-Unis. Ces politiques étaient, je le crois, réalistes dans leurs buts et leurs méthodes. Mutadis mutandis, et bien qu'elles soient de l'aveu général difficiles à mettre en oeuvre, elles représentent encore une base valable pour les relations Canada-États-Unis. Il ne s'agit certes pas là d'une prescription pour des politiques économiques excessivement nationalistes. Être associé avec quelque politique du genre que se soit, je l'ai déjà indiqué, ne m'aurait guère plu. Cela M. Westell devrait le savoir. Peut-être se souvient-il, que j'étais celui qui, en 1966, menai la bataille contre les nationalistes économiques lors du Congrès du Parti libéral.

Lorsque le contenu de la Troisième Option ne colle pas à la structure de son argumentation, M. Westell se joue des difficultés en parlant des "politiques implicites de la Troisième Option", ou de la stratégie de la Troisième Option, terme non-défini qui peut inclure tout ce que M. Westell n'aime pas. Selon lui, L'Agence de tamisage des investissements étrangers (FIRA) et le Programme énergétique national (PEN) seraient issues directement de la Troisième Option. Ayant été membre du Conseil des ministres pendant treize ans et connaissant bien mes collègues libéraux, je peux affirmer en toute confiance que FIRA et le PEN aurait vu le jour même si je n'avais jamais écrit le moindre mot sur la Troisième Option. Lorsqu'il découvre des contradictions apparentes dans la Troisième Option — et bien entendu il en existe quelques-unes — il considère cette occurrence, non pas comme la reconnaissance honnête des conflits inévitables qui surviennent entre les objectifs de politique, mais comme de la confusion.

Ce qu'a fait M. Westell me donne l'envie de lui remettre la monnaie de sa pièce en affirmant que "l'objet fondamental de la stratégie" de l'intégration économique avec les États-Unis est en fait une union politique, sans se soucier de ce qu'il dit en être le but. Une telle assertion ne manquerait pas d'être rejetée par mon ami, mais certainement pas aussi vigoureusement que je rejette sa caractérisation de la Troisième Option. Ce ne serait cependant pas faire justice à M. Westell et aux arguments en faveur de l'intégration que de présenter la question de cette façon parce qu'elle mérite d'être considérée selon sa valeur comme ma Troisième Option.